

UN SOMMET AURA LIEU JEUDI

L'Alliance présidentielle reprend du service

Une rencontre informelle de l'Alliance présidentielle aura lieu jeudi prochain.

Le triumvirat déterminera la date de la passation de la présidence tournante qui reviendra, pour les trois prochains mois, au FLN. Les trois leaders devront accorder leurs violons en vue d'un soutien indéfectible à Bouteflika pour la poursuite de son programme mis en branle en 2004.

C'est ce que nous a révélé Saïd Bouhadja, le chargé de la communication du vieux parti qui a ajouté que «le rendez-vous au sommet sera l'occasion pour les trois alliés de mettre en conformité leurs positions. Ils devront plébisciter le président de la République et le coopter pour un troisième mandat, étant entendu que la révision de la Constitution se fera dans les jours à venir, juste après l'Aïd», nous a-t-il déclaré.

Ce sera un nouveau souffle que connaîtra le triptyque, mis en veilleuse depuis quelques mois. L'Alliance présidentielle connaîtra ainsi un sursis de cinq ans avant les grandes manœuvres de 2014 qui

verront, sans nul doute, les trois alliés endosser l'habit de farouches concurrents. Pour le responsable du FLN, les choses vont s'accélérer et son parti n'a pas l'intention de rester à la traîne. D'ailleurs, «tout est fin prêt pour porter la candidature de Bouteflika qui figure dans les statuts du parti comme étant le président organique du parti».

Ainsi, à en croire le responsable, la tenue du fameux conseil national, avec ses quelque 500 cadres, se déroulera au mois d'octobre prochain pour avaliser ce choix. «Les rapports et les bilans d'activité des cinq commissions sont finalisés. Nous attendons juste l'annonce officielle de la révision du texte fondamental pour nous réunir.»

Alors que le vieux parti est miné par une crise interne, le chargé de la communication minimise la contestation en affichant un optimisme béat quant à «la discipline des dissidents» qui «mettront l'intérêt du parti avant le leur». Ces propos lénifiants sont loin de

convaincre les pourfendeurs de Belkhadem qui l'accusent «d'avoir conduit le parti dans le précipice». Le parti est depuis pratiquement quatre ans secoué par des soubresauts qui ont fini par le mettre dans une impasse et rendu impossible le dialogue entre la direction et la base.

Selon une source proche des réfractaires, «le conseil sera chahuté car ce dernier devrait d'abord, comme préalable, avant toute autre considération, apporter une décantation tant au niveau de la composante du conseil que des structures».

Il va sans dire que la protesta a maintes fois demandé le retour à l'ancien système, entre autres, du bureau politique qui garantit «la mise en avant des compétences et l'équilibre régionaliste». Le MSP, demeuré en marge de ses alliés, va, selon une source proche de ce parti, «s'aligner sur la position de Belkhadem et Ouyahia».

De toute façon, il n'a pas trop le choix, il ne pourra pas faire cavalier seul et perdre tous les dividendes surtout après avoir laminé



Saïd Bouhadja

ses adversaires et conquis le pouvoir qu'il maintiendra à travers une restructuration du parti qui est en phase d'être achevée. Tout comme le FLN, «le conseil consultatif du MSP sera convoqué après l'annonce de la révision de la Constitution pour approuver le choix du candidat du consensus», nous dit-on.

De son côté, le RND, fort de sa «réappropriation» du pouvoir exécutif, s'attelle à

préparer sa stratégie de campagne. Il part indubitablement, de pied ferme, le torse bombé, avec une sacrée longueur d'avance sur ses alliés vu sa proximité avec le président et les faveurs dont il jouit présentement. Tout le monde a remarqué l'ardeur et l'aplomb de son chef de file, à soutenir un troisième mandat du président, une attitude qui tranche avec sa réserve et son comportement cartésien. «La révision de la Constitution aura lieu, c'est une évidence.

Ce ne sera pas en mars 2009, elle est proche,

proche», a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse à l'issue de la première réunion du conseil national de sa formation.

Et de sous-entendre qu'elle se fera par voie parlementaire. En renchérissant : «Il y a des gens qui ont créé une kermesse et ont dit que la révision de la Constitution n'aura pas lieu et que le président ne se représentera pas.

Il y a deux ans et demi, je disais que le débat sur la révision constitutionnelle était surréaliste car prématuré, mais maintenant, le moment est venu.»

Force est de constater que le patron du RND, qui aborde avec «démagogie» l'entente au sein du triumvirat, est quasiment sûr de sa démarche et compte, en grand timonier à la barre, mener le bateau à bon port, vers l'escale d'avril 2009.

D'ailleurs sa réponse, à propos de l'alignement du MSP, a été claire et sans équivoque : «On ne peut pas être membre d'une alliance durant cinq ans puis changer de cap.»

Une réplique qui sonne comme un coup de semonce. L'opinion publique est fixée, on sait dorénavant qui est maître à bord et qui sont les épigones qui doivent suivre et prêter allégeance.

Fatma Haouari

LES DEUX AILES DU SMA SE DISPUTENT

LA DIRECTION NATIONALE

Deux congrès extraordinaires en une semaine

La crise qui secoue depuis plusieurs mois les Scouts musulmans algériens (SMA) n'est pas près de se dissiper. Les opposants de l'actuel commandant général veulent reprendre l'offensive en décidant d'organiser un congrès extraordinaire qui se tiendra dans la capitale aujourd'hui et demain.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Stratégie oblige ou non-respect de la réglementation? Les détracteurs de Nouredine Benbrahim ont évité de rendre public le lieu exact de la tenue de leur congrès extraordinaire.

Un communiqué rendu public hier indique «qu'en date du 19 septembre 2008, les membres de la commission de préparation du congrès extraordinaire de redressement du parcours du mouvement Scout algérien ont pris acte des rapports des délégués de wilaya et des résolutions.

Suite à cela, il a été décidé d'organiser un congrès extraordinaire en date des 22 et 23 septembre 2008 à Alger sous le nom de feu commandant Radji Younsi et lancer un appel à tous les cadres des

SMA pour réussir cet événement».

Cette offensive menée par l'aile dissidente des SMA intervient à la veille de l'autre congrès extraordinaire que compte organiser la fraction dirigée par le commandant général.

Ce dernier, qui animait hier une conférence de presse au siège de son organisation, a déclaré qu'«un congrès extraordinaire du SMA se tiendra le 25 septembre prochain».

A ce propos, il a annoncé le lieu de cette rencontre, en l'occurrence le Palais des nations à Club-des-Pins, «que le président de la République a mis à notre disposition». Pour Nouredine Benbrahim, «cela ne souffre aucune ambiguïté.

Le président de la

République soutient notre démarche». Ce congrès, selon le conférencier, sera placé sous le slogan «Khalouna tranquille», soit «laissez-nous tranquilles».

Cela étant, l'aile contestatrice veut éviter de subir ce qu'elle avait vécu le 27 août dernier, lorsque Nouredine Benbrahim a anticipé en organisant une session extraordinaire de son conseil national.

Un conseil national qui l'a plébiscité à la tête du SMA, en lui «réitérant confiance et soutien dans toutes les démarches qu'il initie au nom du SMA».

Pour rappel, la crise qui secoue le SMA a surgi lorsque les opposants à Benbrahim sont sortis de leur mutisme en l'accusant d'avoir dévié le mouvement de sa ligne directrice.

Des accusations rejetées par l'intéressé qui a fait porter la responsabilité, de son côté, à un parti et son président d'instruire ses militants, dirigeants du SMA, de mener la rébellion à l'intérieur de l'organisa-

tion dans le but principal de «renverser» son président.

Nouredine Benbrahim évite de citer le nom du parti en question, encore moins celui de son président.

Mais il fera savoir que le premier responsable de cette formation politique «a chargé cinq de ses militants, membres du conseil national de son parti, d'orchestrer une tentative de déstabilisation dont le chef d'orchestre est très connu pour être un opposant au courant nationaliste».

Le commandant général des Scouts musulmans algériens déclare, aussi, avoir en sa possession des «preuves irréfutables» sur «l'implication de ce parti dans le complot».

La question qui se pose est celle de savoir si on se dirige vers des mouvements de SMA, ou bien la problématique de la représentation sera appelée à être tranchée au niveau du département de l'intérieur.

A. B.

AÏN-DEFLA

2 gardes communaux tués, 3 autres blessés dans une embuscade à El-Hassania

Il y a quelques jours, ce fut un garde communal qui a été tué à bout portant à Tariq Ibn Ziad, alors qu'il rejoignait son domicile après la fin de service, par des individus armés dont on ignore toujours le nombre et l'identité.

Dimanche, un autre attentat a ciblé aussi des gardes communaux plus à l'ouest, à El Hassania, commune située à une cinquantaine de kilomètres au sud-ouest d'Aïn-Defla. Quelque temps avant la rupture du jeûne, les gardes communaux au nombre de cinq, montaient au PO (poste d'observation) du douar Lirah. Ils avaient avec eux, dans des couffins, leurs repas et ceux de leurs collègues demeurés au poste. Selon des sources locales crédibles, c'est sur la route qui mène au PO qu'ils sont tombés dans l'embuscade tendue par un groupe terroriste, dont le nombre d'éléments reste indéterminé. Surpris par des tirs croisés, deux des gardes communaux ont été tués, les trois autres blessés. Les dépouilles ont été déposées à la morgue de l'hôpital d'Aïn-Defla, tandis que les blessés ont été admis en soins intensifs. Ces attaques au moment où la vigilance décroît ne sont pas les premières du genre. On se rappelle les sept gardes communaux tués, alors qu'ils accomplissaient la prière du maghreb, avant la rupture du jeûne, à Sidi M'djahed, dans la commune de Ben Allal, daïra de Miliiana, il y a deux ans pendant le mois de Ramadan, à quelques jours de l'Aïd. Les deux gardes assassinés ont été enterrés à El Hassania hier, dans l'après-midi. Il faut noter qu'El Hassania n'est pas loin du fameux triangle, à cheval sur les trois wilayas limitrophes : Aïn-Defla (sud-ouest), Chlef (sud-est) et Tissemsilt (nord-ouest). Un triangle à partir duquel longtemps des attaques terroristes ont été perpétrées dans les trois wilayas.

Karim O.